

École privée à Fribourg

La fin de l'institut La Gruyère, un crève-cœur pour la région

Depuis 7 ans, l'ancienne école privée est en vente après 70 ans d'une aventure familiale prospère. Retour sur un fiasco qui continue d'émouvoir.

Simone Honegger

Publié: 17.09.2025



Fermé depuis 7 ans, l'imposant chalet qui constitue l'institut privé La Gruyère attend toujours un nouveau propriétaire qui le fera sortir de sa léthargie.

Marie-Lou Dumauthioz/Tamedia

En bref:

- L'institut privé La Gruyère reste fermé depuis sept ans malgré son passé prestigieux.
- Le groupe français Diderot Éducation qui l'a racheté en 2018 n'a pas tenu ses promesses de renouveau.
- La crise du franc fort et l'isolement ont contribué au déclin de l'établissement.
- Le domaine est proposé à 7 millions avec des restrictions d'affectation.

Qui sortira [l'institut La Gruyère](#) de sa profonde hibernation? Depuis plusieurs années, l'ancienne école privée, fondée en 1949 par une famille de pédagogues de la région, est fermée et mise en

vente. Niché sur une colline à quelques jets de pierre du château de Gruyères dans la commune du même nom, l'institut a pour panorama les Préalpes fribourgeoises. Un paysage de carte postale qui peine toutefois à séduire un prétendant sérieux.

Pour l'heure, le bien est en mains françaises: le groupe Diderot Éducation. Son fondateur et président, Aldrick Allal, se présente comme une référence en matière d'enseignement privé dans l'Hexagone. En arrivant en terres fribourgeoises, l'entrepreneur a fait diverses promesses, comme renouveler les effectifs et amener «une nouvelle âme» à l'institut. Mais le collège et son internat ont fermé de façon abrupte après une seule année d'exploitation.

Comment expliquer qu'une aventure pédagogique à succès de 70 ans tourne subitement en eau de boudin? On vous raconte.

Une école privée familiale

«Vous avez de bonnes nouvelles pour moi?» A l'autre bout du fil, Anne Butty Revaz, ancienne propriétaire et ex-directrice de 1999 à 2018, continue d'espérer une fin heureuse pour son ancienne école. «Ça fait 7 ans qu'il ne s'y passe rien. Il y a tellement d'arbres qu'on ne voit presque plus le chalet. C'est comme le conte de la Belle au bois dormant où les ronces finissent par recouvrir le château.»

Elle n'est pas la seule à se préoccuper du sort du domaine, confie-t-elle. «Ma maman qui a 95 ans me pose la même question à chaque fois que je lui rends visite.» Il faut dire que l'institut est une affaire de famille. En 1953, un oncle d'Anne Butty Revaz achète la colline et son imposant chalet, un ancien hôtel, pour y déménager son école installée d'abord à Vaulruz (FR).

«Toute la famille est impliquée: ma mère, mon père, un autre oncle, raconte l'ancienne actionnaire et administratrice du bien. On habitait dans l'école.» La petite structure compte 85 élèves âgés entre 10 et 20 ans (50 internes et 35 externes) ainsi qu'une trentaine d'enseignants.

«Je n'ai jamais retrouvé un tel cadre, témoigne d'ailleurs avec nostalgie l'un d'entre eux sous couvert d'anonymat. On nous faisait confiance. L'équipe s'entendait bien. Grâce à cette petite structure, nous pouvions tisser des liens avec les élèves, ce qui devrait être la base même du métier d'enseignant.» Celui que nous appellerons François y a été employé durant plus de 20 ans. Côté programme, c'était «exigeant»: «Pour la maturité fédérale, ce sont des experts fédéraux qui venaient faire passer les examens aux élèves à l'Université de Lausanne ou EPFL. Les notes sur l'année ne comptaient pas.»

Mais plusieurs événements viennent assombrir ce tableau idyllique.



Au bout du chemin, l'institut La Gruyère, riche d'une histoire familiale de 70 ans, sera bientôt entièrement caché derrière les arbres.

Marie-Lou Dumauthioz/Tamedia

La fin d'une époque

«En 2015, la Suisse abandonne [le taux plancher](#), se rappelle François. La crise du franc fort a refroidi de nombreuses familles de l'étranger.» L'apport de cette clientèle internationale est pourtant indispensable à la survie de l'école, témoigne un ancien collègue de François que nous prénommerons Xavier: «Les familles de l'élite bulloise payaient 18'000 francs. La facture était presque triplée pour les élèves internationaux inscrits à l'internat.»

Et d'ajouter: «Au tournant des années 2000, les étudiants n'avaient plus envie de s'exiler dans le pâturage fribourgeois. L'isolement, qui était jusqu'ici notre plus grand atout, est devenu notre talon d'Achille.» Autre facteur: la rude concurrence [des écoles privées de l'arc lémanique](#). «Comme nous enseignions en français – langue qui tombait en désuétude à l'internationale – nous ne pouvions pas régater avec les établissements anglophones.»

«Et puis, l'État de Fribourg a exigé des formations ad hoc du personnel enseignant, regrette François. Certains d'entre nous n'avaient pas le papier pour enseigner à des élèves du secondaire. Leur expérience, même si elle était de 20 ans, ne suffisait plus.»

Pas de repreneur pour l'école privée

En mars 2018, une procédure de licenciement collectif est lancée. «Je n'avais plus la niaque et j'avais également des problèmes de santé», explique de son côté l'ancienne propriétaire. Mais avant de fermer, Anne Butty Revaz cherche un repreneur. «Durant une année, j'ai appelé des écoles sur le pourtour lausannois pour voir si un internat les intéressait. J'ai fait toutes les associations d'écoles.»

Les réponses négatives se succèdent, poursuit la Gruérienne: «On me répondait qu'il était trop petit et mal placé. Et puis est arrivé M. Allal prêt à tout acheter. À cette époque, je n'avais rien entendu de négatif à son sujet. Il avait ses écoles en France. Vous savez, on est assez seule quand on se retrouve en difficulté financière. Je n'avais pas d'autre choix.»

Un petit tour sur la Toile suffit entre-temps pour trouver plusieurs articles concernant l'entrepreneur Aldrick Allal et ses pratiques décrites comme douteuses par différents médias français: «À la tête de Diderot Éducation, il entreprend une expansion effrénée, acquérant château après château dans une frénésie insatiable. Derrière des ambitions assumées se dissimulent en réalité les ombres de la désillusion et de la désorganisation», indique le média [«L'informateur»](#), sur un article en ligne de mars 2024.

Aurait-il été possible de juguler la désertion des élèves? Ou est-ce que la vénérable institution gruérienne était de toute façon condamnée? Le nouveau propriétaire avait en tout cas de grands projets, dont celui de donner une nouvelle dimension à l'institut en proposant le baccalauréat international. Il voulait également investir pour redonner un coup de neuf aux infrastructures vieillissantes. Aucune promesse n'est tenue.

«Il avait annoncé qu'il garderait tout le monde aux mêmes conditions, relate François. Mais ça ne s'est pas du tout passé comme ça. Il n'a gardé que deux personnes sur l'équipe et, en plus, il a baissé les salaires drastiquement. Jusqu'alors, les conditions de travail étaient bonnes.» Au final, «la quasi-totalité des anciens professeurs ont renoncé à postuler auprès du nouveau propriétaire. Et, parmi les deux seuls ayant été réengagés, l'un a déjà jeté l'éponge», écrit [«La Gruyère»](#) en octobre 2018.

L'institution ferme à la fin de la rentrée 2018-2019 et mise en vente. Nous avons tenté de joindre Aldrick Allal, sans succès.

Un patrimoine local à 7 millions

Initialement affiché à 10,5 millions, le prix est aujourd'hui de [7 millions](#). Sans donner les détails de la vente, Anne Butty Revaz reconnaît que le prix à ce jour est «plus cher» et ce, sans aucun investissement de la part d'Aldrick Allal. C'est l'agence Murith Immobilier, à Bulle, qui s'active désormais pour trouver un nouveau propriétaire pour les quatre bâtiments du domaine et le terrain d'une surface de 10'389 m².

«Originaire de Gruyères, c'est un véritable crève-cœur pour moi de voir cet institut fermé, confie son directeur, Jonas Murith, qui reste pourtant confiant. Ma grand-maman y a travaillé comme femme de chambre lorsque l'établissement était un hôtel, et mon grand-papa avait même envisagé de le racheter avant sa transformation en école.»

Au-delà du prix affiché et des investissements nécessaires pour moderniser les infrastructures, plusieurs contraintes rendent la vente délicate: la colline est protégée et la zone est destinée à une exploitation scolaire. Toute nouvelle affectation nécessitera des démarches administratives spécifiques.

«Pourquoi diable aucune personnalité ou groupe économique de la région ne vole au secours de ce fleuron du patrimoine local?» ne cesse de se demander Xavier. L'ancien enseignant fustige également «la passivité des autorités». Contacté, le syndic Jean-Pierre Doutaz n'a pas non plus retourné nos appels et messages. Quant au canton – qui n'a pas reçu de demande officielle —, il précise que l'État de Fribourg «oriente l'acquisition de biens immobiliers de manière très ciblée en fonction des besoins réels de l'administration».

Xavier conclut: «Qu'importe son affectation, ce lieu emblématique mérite mieux que d'être plongé dans le coma artificiel.»